

NOTRE VILLE, NOS DROITS!



ÉLECTION MUNICIPALE | MONTRÉAL | 6 ET 7 NOVEMBRE 2021

PLATEFORME DE REVENDICATIONS COMMUNAUTAIRES

Les 6 et 7 novembre prochains, il y aura des élections municipales à Montréal.
C'est le moment d'interpeller les candidat-es et les partis pour qu'ils s'engagent pour la justice sociale.

Le féminin est utilisé dans le but d'alléger le texte.



DROIT AU LOGEMENT

PARCE QUE

- Le prix des loyers a excessivement augmenté ces dernières années.
- Plus de la moitié des ménages sont locataires (63%), et la majorité est des femmes.
- De trop nombreuses locataires consacrent plus de la moitié de leur revenu au loyer; pour plusieurs, c'est 80% de leur revenu qui y passe.
- Faute de logements abordables, la plupart des ressources d'hébergement d'urgence débordent, particulièrement celles destinées aux femmes.

NOUS VOULONS

- 22 500 nouveaux logements sociaux au cours des 5 prochaines années, dont au moins 25% dédiés aux ménages menés par des femmes.
- L'achat et la mise en réserve, par la Ville, de sites destinés à la construction de logements sociaux.
- Interdire la conversion en condo, la délivrance de permis de travaux pour des agrandissements, des subdivisions et des changements d'affectation, l'hébergement touristique de type Airbnb et tout changement d'affectation des maisons de chambres.
- Une application plus soutenue et coercitive du règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements et toutes les sommes requises.



DROIT À LA MOBILITÉ

PARCE QUE

- Les tarifs du transport en commun sont trop élevés pour les personnes à faible revenu, alors que se déplacer est essentiel pour répondre à ses besoins de base comme travailler, se procurer des produits essentiels ou accéder à des services publics et des ressources communautaires.
- Être limité dans ses déplacements contribue à l'insécurité alimentaire, à l'exclusion sociale et à l'isolement des personnes.
- Peu de stations de métro sont accessibles pour les personnes à mobilité réduite. De plus, ces personnes ne sont pas toujours prises en compte lors de la réalisation de nouveaux aménagements, comme les pistes cyclables ou les rues piétonnes.
- Le harcèlement de rue contraint plusieurs femmes et personnes LGBTQ+ à limiter leurs déplacements et à restreindre leur occupation de l'espace public.

NOUS VOULONS

- L'accessibilité universelle aux transports en commun, le gel des tarifs et l'instauration d'une tarification sociale basée sur le revenu, dans une perspective de gratuité.
- Le développement de réseaux de transports collectifs accessibles à toutes et à tous.
- Un plan d'action sur la sécurité des femmes dans l'espace public et la lutte contre le harcèlement de rue.
- La consultation des personnes concernées et du milieu communautaire dans le développement de tout projet d'aménagement (pistes cyclables, piétonnisation de rue, déplacement du mobilier urbain, etc.).

NOTRE VILLE, NOS DROITS!



ÉLECTION MUNICIPALE | MONTRÉAL | 6 ET 7 NOVEMBRE 2021

Le féminin est utilisé dans le but d'alléger le texte.

= DROIT À L'ÉGALITÉ

PARCE QUE

- Les femmes sont davantage touchées par la pauvreté, pensons à celles qui sont monoparentales, en situation de handicap, immigrantes, racisées, aînées, autochtones et marginalisées.
- Le racisme systémique et les discriminations entravent et limitent l'accès à l'emploi et au logement, affectent la participation à la vie démocratique et alimentent le profilage.

NOUS VOULONS

- La mise en œuvre des recommandations issues de la consultation publique sur le racisme systémique.
- Un plan d'action pour lutter contre les violences faites aux femmes.
- La fin des vérifications du statut des personnes par le service de police auprès de l'Agence des services frontaliers du Canada.
- La parité et une juste représentation de femmes, personnes autochtones, en situation de handicap, personnes racisées et minorisées dans les analyses, politiques, offres de services et processus d'embauche à la Ville de Montréal.



DROIT À LA VILLE (ESPACE PUBLIC)

PARCE QUE

- Le virage « sécuritaire » s'est accentué depuis le début de la pandémie au détriment d'une approche communautaire et globale. Des campements ont été démantelés sans alternatives adaptées et sécuritaires pour les personnes qui consomment, les femmes et les personnes trans.
- Les personnes marginalisées, notamment les personnes autochtones, sont la cible de répression et de profilage racial et social, ce qui les pousse à s'isoler et les met en danger.
- De nombreux commerces et services de proximité sont inaccessibles, tant au niveau de la langue que de l'aménagement des lieux.
- La gentrification des quartiers fait monter en flèche le coût des taxes et des loyers, ce qui force les résidentes à plus faible revenu et les organismes communautaires sous-financés à déménager.

NOUS VOULONS

- Des mesures contre la répression et la judiciarisation, la fin des démantèlements de campements et le déploiement d'installations sanitaires sur tout le territoire montréalais.
- Des quartiers dotés de services, d'activités et de commerces diversifiés, gratuits ou abordables, inclusifs et, surtout, qui répondent aux besoins des résidentes : écoles, CPE, bibliothèques, loisirs, emplois, parcs, agriculture urbaine, mobilier urbain.
- Un plan d'action ambitieux pour favoriser l'accès aux locaux pour les organismes communautaires.

NOTRE VILLE, NOS DROITS!



ÉLECTION MUNICIPALE | MONTRÉAL | 6 ET 7 NOVEMBRE 2021

Le féminin est utilisé dans le but d'alléger le texte.

DROIT À LA VIE DÉMOCRATIQUE

PARCE QUE

- L'ensemble des Montréalaises doit pouvoir se prononcer sur les politiques municipales qui les concernent.
- Les espaces de participation citoyenne ainsi que toute documentation municipale doivent être accessibles pour favoriser l'inclusion.
- Le milieu communautaire autonome a une forte capacité à faire remonter les besoins du terrain et à identifier les enjeux sociaux. Cette expertise doit être reconnue et prise en considération.
- L'utilisation de plus en plus fréquente des plateformes numériques et des technologies restreint la participation citoyenne et l'accès à l'information à cause de la fracture et de l'exclusion numérique.

NOUS VOULONS

- La mise en place de mesures pour assurer une représentation citoyenne inclusive aux instances décisionnelles de la Ville, particulièrement pour les femmes, les personnes autochtones, celles en situation de handicap, les personnes minorisées ou racisées.
- Des conditions et des délais de consultation qui respectent les mandats et les processus démocratiques propres à l'action communautaire autonome.
- La promotion et l'application de la Politique montréalaise pour l'action communautaire dans l'ensemble des arrondissements.
- La pleine participation citoyenne et l'accès à l'information par l'utilisation d'un langage accessible dans les communications de la Ville et la prise en compte du phénomène de la fracture numérique dans les instances municipales.

DROIT DE VIVRE DANS UN ENVIRONNEMENT SAIN

PARCE QUE

- Les changements climatiques aggravent les phénomènes météorologiques extrêmes, fragilisent les écosystèmes et accentuent les inégalités.
- Les personnes à plus faibles revenus subissent davantage les conséquences des changements climatiques. Par exemple, les îlots de chaleur et la mauvaise qualité de l'air sont plus fréquents dans les quartiers défavorisés.
- Un nouveau modèle économique et social est nécessaire pour répondre aux enjeux écologiques et doit se déployer dans une perspective de justice sociale et de respect des droits de la personne.

NOUS VOULONS

- Des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre auprès des gros pollueurs.
- Le verdissement des quartiers, la protection des milieux naturels et l'accès aux rives pour lutter contre les îlots de chaleur et améliorer la qualité de l'air.
- Freiner l'étalement urbain par de multiples actions structurantes pour créer des quartiers à échelle humaine répondant aux besoins des populations.

EXPRIMEZ-VOUS

Le Front régional d'action communautaire autonome de Montréal (FRACA) a été créé en 2016 et est composé de regroupements communautaires régionaux et de tables de quartier. Il est l'antenne régionale de la campagne Engagez-vous pour le communautaire et appuie les luttes sociales montréalaises. fracamontreal@gmail.com